L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 24 JUIN 1880. 53me Année

DUFOUR & LIBERT,
Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS,
JEUDI 24 JUIN 1880.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs rue Royale, une certaine portion de terre située dans le Deuxième District, dans l'Ile, bornée par les rues Bayou St-John, Urselines, Washington et l'Avenue Hagan.

Le Remède, le vrai Remède.

Le meilleur article que nous puissions insérer aujourd'hui, sur un sujet à propos duquel nous avons tant écrit, c'est la traduction d'une communication, adressée le 12 juillet 1875, au *N. O. Times*, par un homme qui occupe aujourd'hui un siége à la cour suprême de la Louisiane et qui a été d'un avis contraire à celui de l'honorable Président-juge de cette cour dans le dernier procès de la ville. Le factum porte une signature de fantaisie, mais c'était la signature ordinaire de l'auteur dans ses rapports écrits avec divers journaux de la ville, et beaucoup de gens la reconnaîtront. Cet homme, juge aujourd'hui, indiquait aux autorités de ville, dont la première alors était représentée par le maire Leeds, le vrai moyen d'échapper aux demandes toujours croissantes des créanciers, sans pour cela avoir recours au moyen de la répudiation, mais au fond c'était à peu près la même chose pour le cas où ces créanciers refuseraient impitoyablement d'entrer en arrangement avec la ville. Les suggestions sont savantes, raisonnables et honorables. C'est pour cela que nous les reproduisons aujourd'hui. Mais après les avoir lues, on ne pourra s'empêcher de s'écrier: *Quantum mutatus ab illo!* Voici cette communication fidèlement et servilement traduite :

Une grande et immédiate réduction du taux de la taxe est *l'alpha* et *l'omega* de toute politique et de toute économie politique en Louisiane, en ce qui concerne du moins les intérêts matériels du peuple.

La moitié de la taxe entière levée à la Nouvelle-Orléans est réservée au payement de l'intérêt de la dette publique. Il est clair, en conséquence, que s'il faut pourvoir à cet intérêt, aucune réduction de taxe n'est possible. Admettant la possibilité d'écourter de la moitié les dépenses de l'*administration, cela laisserait encore une taxe de 2 pour cent, ce qui ne procurerait pas un soulagement suffisant.*

Il est, au contre, apparent qu'avec la réduction nécessaire des assessements pour correspondre avec la baisse constante des valeurs, le taux de la taxe doit être augmenté. Je tiens de bonne autorité que par suite des réductions d'assessement déjà faites, si la taxe entière de ville était payée aujourd'hui comptant, cela laisserait encore un déficit d'un demi million dans les estimations de l'année.

L'intérêt et les dépenses restant une somme fixe, vous avez par conséquent : 1° une baisse constante dans les valeurs foncières, résultant du taux exorbitant de la taxe. 2° une augmentation constante du taux de la taxe résultant de la baisse dans les valeurs assesées. 3° une augmentation continue de la dette publique, résultant du déficit dans les collections, inévitable conséquence d'une taxe qui est au dessus des forces payantes de la communauté.

Ces causes et effets réciproques, agissant et réagissant les uns sur les autres, ne peuvent conduire qu'à un résultat—la ruine commune du débiteur et du créancier, des propriétaires et des porteurs de bons.

Voilà des propositions ébouriffantes, mais il faut les regarder carrément en face. Le créancier public ne peut s'empêcher d'échapper à sa part de la calamité publique commune. Dans notre conduite avec lui, nous ne soulevons aucune question de répudiation ; nous présentons simplement le fait sous un de l'impossibilité actuelle de payer, avec la certitude que toute tentative de payement ne pourra qu'aboutir à un échec et à une ruine ultérieure. Nous lui offrons en outre, l'espoir qu'une suspension temporaire, partielle ou totale, pourra conduire à une résurrection de nos ressources en restaurant notre solvabilité, et en nous mettant à même de faire face à nos justes obligations.

Il y a trois aspects sous lesquels il faut considérer la question : le premier, la morale ; le second, l'économie politique, le troisième, la légalité. On peut considérer les deux premiers comme résolus par la nécessité, on bien comme devant être ajournés ou laissés à nos successeurs.

Mais quand même nous arriverions à la conclusion qu'une suspension de payement serait juste et sage, beaucoup de gens pourraient encore prétendre que le créancier public a des remèdes légaux pour pouvoir épuiser non-seulement les biens actifs de la corporation, mais encore pour prendre la propriété même des citoyens, en satisfaction de ses droits. *Théoriquement, cette monstrueuse proposition peut-être vraie, mais pratiquement elle est absolument sans force.*

L'affaire capitale de Rees contre la ville de Watertown, récemment décidée par la cour suprême des Etats-Unis, a mis tout et établit cette question. Rees, créancier de la ville de Watertown, ayant obtenu un jugement contre elle d'une cour des Etats-Unis, voulut le mettre à exécution, ce qui ne put avoir lieu. Alors il demanda et obtint un *writ de mandamus*, ordonnant à la ville de lever une taxe pour satisfaire le jugement ; mais avant que le writ put être remis ou servi, les membres du conseil de ville en majorité avaient donné leur démission, ce qui le laissa sans autorité pour lever une taxe, et ce qui battit le mandamus. Rees attendit qu'un autre Conseil fut élu, et alors il se procura un autre mandamus, mais encore la majorité du conseil fit défaut en renonçant à ses fonctions. Une élection spéciale fut alors ordonnée pour remplir les vacances dans le conseil, mais le peuple n'alla pas voter. Trois voix seulement furent données dans un ward, et l'homme pour qui on avait voté, refusa de prêter serment.

Dégoûté de l'inanimité de ses efforts, Rees fit son bill en équité, exposant les faits qui précédent et l'impuissance de tous les remèdes légaux, et demandant un décret qui donnât au marshall des Etats-Unis du district, le pouvoir de lever et de collecter une taxe suffisante pour payer le jugement.

La question de savoir si un pareil moyen serait accordé, a été peut-être ainsi importante qu'aucune de celles qui aient jamais engagé l'attention de la cour suprême des Etats-Unis.

Dans la situation financière actuelle des villes de la Nlle-Orléans, New York, et de beaucoup d'autres corporations municipales dans les Etats-Unis, la permission d'employer un tel remède, est été l'équivalent d'une destruction absolue de toutes les valeurs dans leurs limites. Par exemple, la ville de la Nlle-Orléans, en addition à l'intérêt annuel de son dette consolidée, a une dette flottante échue de plusieurs millions, qui pourrait être achetée par de non-résidents, et poursuivie en exécution de jugement à la cour des Etats-Unis—soit par une procédure originale, soit en vertu de récents statuts pour transfert—afin de satisfaire des demandes qui requerraient immédiatement une taxe extraordinaire de 6 ou 8 pour 100.

Mais la cour suprême des Etats-Unis, a *décidé, contrairement à la demande, d'après des principes qui, je le crois avec confiance, sont établis pour toujours :*

1o. Que sur un jugement contre une corporation municipale, l'exécution ne peut être opérée sur la propriété d'aucun de ses habitants.

2. Que le pouvoir de taxer peut être exercé seulement par l'autorité législative, et qu'il n'a pas été étendu au judiciaire et que le judiciaire ne peut l'exercer.

3o. Que le droit d'un créancier à jugement d'une corporation municipale, est un droit borné par ces remèdes légaux, soit par l'autorisation contre les biens appropriés, soit par mandamus aux officiers incorporés compétents, leur ordonnant de lever une taxe pour le payement de la dette.

4o Que si le writ de mandamus manque d'exécution par la raison qu'il n'y a plus d'officiers incorporés, auxquels il puisse être envoyé en temps opportun, il n'en est pas moins vrai que le créancier, mais il n'a droit à aucun autre remède.

La procédure en plainte la manière d'agir de la ville de Watertown a été embarrassée et pénible, mais elle a atteint le but. Cette manière peut, toutefois, être grandement simplifiée. Si la Législature abolit la présente corporation de la ville de la Nouvelle-Orléans et le met en liquidation par des commissaires sans qu'il soit plus besoin d'élections d'officiers ministériels auxquels sera le pouvoir de lever des taxes est connu, je vous dirais bien savoir comment un mandamus pourrait opérer. La loi pourrait être déclarée inconstitutionnelle, mais il resterait toujours le fait obstiné qu'il n'y aurait pas d'officiers pour lever une taxe et le writ de mandamus n'a de vertu que pour forcer un officier à exécuter un devoir, ou à exercer un pouvoir à lui conféré par la loi.

D'autres remèdes également efficaces pourraient être facilement suggérés et nous serions faciles à atteindre et à pratiquer, assurément que le peuple, par son représentants dans la ville et dans le gouvernement d'Etat, serait arrivé à la conclusion qu'en vertu de la doctrine *salus populi, suprema lex*, (le salut du peuple est la première loi) *il est justifié à se protéger lui-même contre la rapacité de ses créanciers.*

Avant la discussion de l'affaire de Watertown, dans une série de communications insérées dans vos colonnes, j'ai suggéré la possibilité d'un pareil moyen de libération, sur les principes qui ont maintenant reçu la haute sanction de la Cour Suprême des Etats-Unis et je demande aujourd'hui la permission de consulter comme je consilerais alors : "Qu'il soit pas compris que je propose ou conseille l'adoption de mesures semblables à celles qui sont indiquées. Je désire seulement montrer au peuple et spécialement aux créanciers de la ville de la Nlle-Orléans que, bien que le bénéfice de la loi de banqueroute des Etats-Unis ne soit pas accordé aux corporations municipales, il n'en existe pas moins pour nous un remède également efficace et identique dans ses résultats légaux ; que ce remède est à notre portée et qu'il peut être invoqué si les créanciers de la ville manifestent une disposition à exercer une rapacité illégitime (*undue*) qui ferait obstacle aux justes mesures à prendre pour le soulagement de nos malheureux contribuables."

Que ces créanciers qui persécutent déjà la ville avec des procès faits sur des droits qu'on ne dispute pas, dans l'espoir, sans doute, de récolter d'injustes avantages sur des créanciers plus compatissants et plus tolérants, se rappellent le conseil adressé par Henri VIII aux docteurs rebelles d'Oxford, "non est bonum irritare crabones" ou par une tradition libre, "il n'est pas sûr de remuer un nid de frelons."

PH.

Association des contribuables.

Cette association, dont le besoin se faisait vivement sentir, est définitivement constituée. Nous publions aujourd'hui le texte de sa charte dans une autre colonne et l'on verra par les noms des signataires ou des premiers incorporateurs, que c'est là une organisation sérieuse et parfaitement décidée à protéger sans distinction tous les intérêts contre les ambitions malsaines et impures dont la communauté presque tout entière est depuis longtemps la victime. La chose explique, du reste, en quelques mots, le but de l'association.

Ce but n'est pas d'encourager la résistance au payement des taxes, ni d'engager les contribuables à ne payer que le plus tard possible, mais de protéger la propriété contre toutes les taxes illégales, inconstitutionnelles ou oppressives ; d'assurer la mise en vigueur des lois et des ordonnances existantes, relatives au bien être du peuple, et généralement de favoriser toutes les mesures calculées pour relever la valeur de la propriété foncière et de hâter le retour de la prospérité pour tous.

L'association sera représentée par un comité exécutif de 17 personnes, dont 9 suffiront pour former un quorum, et ce comité sera investi de tous les pouvoirs de la corporation pour l'expédition des affaires. Un pareil comité était absolument nécessaire, car il est plus facile, dans les cas pressés, de réunir 9 personnes que 100 ou 200, et les hommes qui ont été désignés pour en faire partie, nous plaisent beaucoup. En voici la liste nominale, à la tête de laquelle nous mettrons M. H. J. Rivet, président, les autres étant : MM. Charles T. Dugazon, J. A. Letten, Charles Lafitte, Joseph Bayle, Archibald Mitchell, Jean Schweitzer, A. D. Doriocourt, Edward Thompson, B. Saloy, W. A. Bienvenu, H. C. Miller, F. L. Richardson, Dr C. H. Tebeault, John Fredericks, August Koops, Charles E. Schmidt, H. J. Rivet.

Ces noms inspireront une confiance générale et vaudront à l'Association de nombreuses adjonctions. Les contribuables de toutes les classes comprendront qu'il est de leur intérêt de faire cause commune avec cette Association qui est destinée à devenir leur meilleur soutien et peut-être leur protection unique. Les conditions d'admission sont faciles. Elles consistent à payer une piastre tout d'abord et ensuite un demi mill sur l'assessement de taxe chaque année, le troisième lundi de juin, pourvu que la contribution ne soit pas au-dessous d'une piastre ni au-dessus de vingt piastres en aucun cas, annuellement.

L'intérêt foncier étant aujourd'hui plus outrageusement attaqué qu'il ne l'a jamais été, le devoir de toute propriétaire et de tout contribuable est de se faire inscrire sans délai au bureau de l'Association rue Bienville No 36.

West End.—Le Nouveau Lac ou West End le disputé au Pont Ropngeul et si on aime les excellente musique dans ce dernier endroit, on donne aussi des concerts dans l'autre tous les Dimanches et Jeudi soir, le professeur Marin, un des musiciens les plus distingués d'Amérique. Le jardin de West End est éclairé en entier à la lumière électrique et il n'y a encore de siége pour recevoir 20,000 personnes. Ce jardin est flanqué d'une grande avenue ombragée et on y arrive facilement et parfaitement à l'abri du soleil. Il ne faut pas oublier non plus que le prix de la course, aller et retour, n'est que de 15 cents.

Achetez vos Malles ! Achetez vos valises à l'Etoile Rouge.

Payez de suite vos taxes de ville et évitez les frais. Il ne reste que quelques jours.

Voyage rapide par la voie de Louisville.—Le train de la ligne de Mobile part régulièrement tous les jours de la Nouvelle Orléans à 7 h. du matin, avec des Pullman cars, et y par Mobile et Montgomery, jusqu'à Louisville sans changement de cars. Le train part aussi à 6 heures 15 minutes du soir, des stations de la Nouvelle-Orléans jusqu'à Nashville, Louisville, Cincinnati et Columbus (Ohio) sans changement. Le train partant à 6 heures et demie de l'après-midi par la route de Jackson, a des Pullman cars, qui vont tout d'un trait, par Vicksburg, Jackson, Canton, Meridian, Tuscaloosa, Nashville, Louisville, Cincinnati et Columbus (Ohio). Les trains du soir par la route de Mobile et celle de Jackson arrivent à Montgomery qu'une fois dans le trajet de la Nouvelle-Orléans aux principales villes de l'Est. Les trains des routes de Mobile et de Jackson partant le soir arrivent à New York, à 6 h. 45 m. du matin, le troisième matin après avoir quitté la Nouvelle-Orléans. Nos passagers donc pas de premier vol ni laisse par la voie de Louisville sur le Louisville and Great Southern Road. Pour les billets et tous les renseignements nécessaires, s'adresser au bureau des billets, coin Camp et Common, ou à GEORGE L. CROSS, Agent des Passagers dans le Sud pour le Louisville and Nashville Railroad.

Les pastilles Louis XV à l'Etoile Rouge.

M. Phillip Worlein, 125 Canal, vendra à bon marché pour du comptant, quelques centaines plaines Plaqué d'occasion qu'il a en magasin. Il appelle aussi l'attention sur ses célèbres pianos Chickering, Mathushek & Hale, qu'il garantit comme réalisant parfaitement à la lettre la voix humaine. M. Worlein invite les personnes ayant besoin de pianos à venir examiner son assortiment.

Il ne reste que quelques jours pour payer vos taxes de ville sans frais.

Pensez-y.—C'est un fait admis que la sève jaune et les fièvres intermittentes et rémittentes qui l'accompagnent sont le résultat d'un mauvais état du foie ; la suppression d'un tel trouble. Il n'y a pas de remède connu qui purifiera le sang et le complètement que la préparation de Dr Simmons Liver Cure" qu'on prend en connection avec les "Warner's Safe Pills."

Un Cloche-goitre guérit le frisson et la fièvre

Vos plantes exigent l'arrosage de soudaine solides, à la campagne. L'Etoile Rouge.

De la Nouvelle-Orléans à New-York.

Correspondance particulière de L'ABEILLE.

New York, 20 juin 1880.

Le siècle actuel sera certainement le plus remarquable dans l'ère chrétienne par la rapidité avec laquelle a avancé le progrès matériel. On peut dire que la science a supprimé la distance au moins pour la transmission de la pensée; elle l'a considérablement diminuée pour les communications personnelles et le transport des marchandises. Je me souviens qu'en 1866, je suis venu à New York de la Nouvelle-Orléans en cinq jours, mais j'ai dû changer neuf fois de train, et souvent parcourir à pied une certaine distance pour aller d'un convoi à l'autre. En 1869, on ne mettait plus que quatre jours et on ne changeait que deux ou trois fois de voiture; en 1873, le temps du trajet était réduit à trois jours et demi et l'on ne changeait plus qu'une fois de voiture, à Louisville.

En 1878, le changement se faisait à Cincinnati et le trajet s'accomplissait en trois jours. Actuellement on peut aller de la Nouvelle Orléans à New-York en 61 heures avec un seul changement à Columbus. J'espère qu'à mon prochain voyage on pourra aller tout d'une traite sans quitter sa place, de la ville du Croissant à la ville impériale en 48 ou 50 heures, grâce aux perfectionnements incessants apportés dans les moyens de traction et aux efforts faits par les compagnies pour améliorer le service et supprimer les pertes de temps.

J'avais pris cette fois la ligne de Louisville et Nashville, désirant voir un pays que je ne connaissais pas, et je n'ai eu qu'à m'applaudir de ma détermination. Notre trajet s'est effectué avec une régularité remarquable sans une minute de retard jusqu'à Bowling Green où nous avons dû attendre un train venant de Memphis qui était en retard. La route entre Mobile et Nashville est très agréable, la voie est en parfait état et le pays légèrement accidenté est intéressant à voir. A Okmoor et à Birmingham, il y a des hauts fourneaux dans lesquels on travaille déjà sur une grande échelle le minerai de fer dont sont remplies les collines avoisinantes. Nashville que je n'avais jamais vue m'a paru une ville bien rustique; sans les quelques monuments qui la dominent, on dirait plutôt d'un grand village, dont les habitations seraient éparpillées sur une trop grande étendue.

Les trois lignes qui partent de la Nouvelle-Orléans se confondent en une seule avant d'arriver à Louisville. A partir de ce point la meilleure route à suivre est celle qui passe par Cincinnati, Columbus, le Pan Handle, Pittsburgh, Harrisburg et Philadelphie. A deux heures du matin, on nous a réveillés pour nous faire voir par un clair de lune magnifique les monts Alleghany ; le spectacle était féerique. De Columbus à Pittsburg, d'ailleurs, c'est une suite de sites admirables, le pays étant couvert de hautes collines encadrant des vallons qui m'ont rappelé ceux de la Normandie.

Le passage de Pittsburgh avec ses milliers de cheminées vomissant des flammes et de la fumée, ses fourneaux incandescents, forme un contraste frappant avec la verdoyante contrée que le voyageur vient de traverser. On dirait qu'on passe subitement du paradis dans l'enfer. Pittsburgh n'est pas moins curieux à voir de nuit que de jour : vue de jour, cette ville m'a paru plus grande et plus importante que je ne le supposais, l'ayant toujours traversée de nuit.

Mon voyage s'est accompli sans incident digne d'être noté. Parti le mardi soir, 15 juin, à 6 heures 10 minutes, par la voie de Mobile, Nashville, Louisville et le Pan Handle, je suis arrivé à New-York le vendredi 18 juin à six heures 55 minutes du matin, après un trajet de 60 heures et trois quarts. Les nouveaux arrangements ont cela de bon que si l'on manque la correspondance à Cincinnati ou à Columbus, on ne perd que trois à quatre heures, et non plus 12 ou 24 comme autrefois.

Je ne vous dirai rien de New-York; l'émigration d'été y a commencé déjà, et il est parti par un seul train cinquante ministres qui, au lieu de mener leurs troupeaux, vont là où il plaît à leurs ouailles d'aller passer l'été. Les églises fashionables à New-York ferment toutes pendant l'été; les grands magasins sont clos à six heures.

Il fait chaud à New York, mais c'est une chaleur sèche, très supportable, et les soirées sont fraîches et agréables. Le New York Hotel est plein comme toujours de gens du Sud, et la colonie louisianaise y est nombreuse. J'y ai remarqué M. Bradish Johnson, le sénateur Story, M. Bronsseau, M. O'Brien, M. Gillman et plusieurs autres, ainsi qu'un certain nombre de dames. L'hôtel est toujours très bien tenu, et on peut y vivre très confortablement, car la table est excellente et la cave bien garnie de vins réellement de choix qui sont—chose rare aux Etats-Unis—vendus à des prix très modérés.

L'intérêt se concentre actuellement sur Cincinnati où sont déjà rendus tous les grands politiciens de New York. Quand ma lettre arrivera, la partie sera engagée et je ne puis rien vous apprendre que le télégraphe ne vous ait déjà annoncé. Je m'embarquerai le 23, à cinq heures du soir, sur le *Seguranca*, et je ne saurai le nom des candidats démocrates à la présidence en France. Quel que soit le candidat démocrate choisi, il me semble que la partie est belle et que, bien menée, la campagne électorale doit se terminer par la revanche si longtemps attendue de la démocratie américaine. Ma prochaine lettre sera datée de France et vous donnera mes impressions premières sur la situation politique du pays.

Au revoir.

F. L.

Si vous voulez que les professeurs et que la police soient payés allez à l'Hôtel de Ville et payez vos taxes. Il ne reste que quelques jours pour payer sans frais.

Femme mal chaussée n'a pas d'élégance. L'Etoile Rouge.

Le chemin de fer du Sahara.—On annonce l'arrivée à Marseille du colonel Flatters, chef de la mission transsaharienne, venant d'Alger. Voici, d'après des renseignements qu'il a communiqués à un des rédacteurs du *Petit Marseillais*, un exposé sommaire de l'exploration :

"Le chemin de fer est possible sur un parcours de 200 kilomètres au sud d'Elgo'éa, c'est-à-dire jusqu'au 24e degré de latitude nord. Pour pouvoir pénétrer dans le Soudan, il y aura à parcourir de nombreuses étapes de vingt journées de marche en exploration. A travers la partie du Sahara déjà parcourue, à 200 kilomètres au sud d'Elgoléa, la mission n'eut jamais rencontré trois jours sans eau.

"On a découvert un lac très poissonneux, et de la végétation. Le lamarin en plein Sahara atteint jusqu'à 3 mètres de circonférence. Le vent commença au sud-est le matin, tourna de gauche à droite et prend de la force jusqu'à deux heures du soir. Et après avoir passé par le sud et l'est il diminue de force dès qu'il a pris sa direction nord-ouest. Le terrain sablonneux et mouvant a pu pendant 80 kilomètres on a parcouru un terrain calcaire très dur sans végétation.

"Tout le pays est infesté de lézards et de vipères. La mission a constaté la présence d'animaux en grand nombre, antilopes, lièvres, moutons, etc. Le sol contre fort cher dans ces parages ; 100 kil. coûtent la valeur de 4 esclaves, et chaque esclave a une valeur de 900 fr., ce qui ferait au total 3,600 fr., soit 36 fr. le kil. de sel. Voilà cependant le prix de sortie pour les traine qui se lanceront à travers la mer saharienne!

"M. le colonel Flatters n'est nommé l'amitié des Touaregs à très bon marché, et il compte repartir en mois d'octobre prochain. Il se rend à Paris pour rendre compte de sa mission au ministre."

Avant de partir achetez vos sonnets l'Etoile Rouge.

—Le comité pour l'érection de la statue de M. Thiers à Saint-Germain a fixé l'inauguration qui en sera faite au dimanche 19 septembre.

D'accord avec l'administration municipale, il a décidé d'adresser des invitations aux membres du gouvernement, au Sénat, à la Chambre des députés, au corps constitué et aux municipalités qui ont pris part à la conscription.

On se rappelle que l'Académie française a décidé, au mois de juillet dernier, d'assister à l'inauguration de cette statue, dont Pautaux est M. Antonin Mercié.

Les acteurs d'enfants de l'Etoile Rouge.

De la distribution des Drapeaux.

Le ministre de la guerre a définitivement arrêté les premières mesures relatives à la distribution des drapeaux qui aura lieu le 14 juillet sur le champ de courses de Longchamp et qui commencera sans doute à une heure de l'après-midi.

L'administration du garde-meuble de l'Etat fera élever à cent cinquante mètres de distance des tribunes, et face à celle-ci trois pavillons : l'un, au centre, pour le président de la République, les ministres et le corps diplomatique ; le deuxième et le troisième, à droite et à gauche du premier, pour les sénateurs et les députés. Le pavillon réservé au chef de l'Etat, aux ministres du gouvernement et aux représentants des puissances étrangères aura une contenance de cent places : il sera entouré de galeries et couvert du côté des tribunes ainsi que du côté des troupes qui seront disposées comme nous l'indiquerons plus loin. Ce pavillon central sera précédé d'une terrasse à laquelle on accédera par trois escaliers. Les deux pavillons des ailes auront chacun une contenance de quatre cents personnes.

Les drapeaux seront rangés derrière ces pavillons, du côté opposé aux tribunes et par conséquent du côté des troupes. Chaque porte-drapeau sera à côté de l'étendard destiné à son régiment.

Voici le nombre des drapeaux que l'on distribuera :

144 aux régiments d'infanterie de ligne;
1 au 25e, bataillon de chasseurs à pied, pour l'ensemble des 30 bataillons;
4 aux régiments de zouaves;
3 aux régiments de tirailleurs algériens;
1 à la légion étrangère;
4 aux régiments du génie;
1 régiment à pied de la garde républicaine;
1 à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr;
1 au régiment des sapeurs-pompiers de Paris;
1 au bataillon de gendarmerie mobile;
12 aux régiments de cuirassiers;
26 aux régiments de dragons;
20 aux régiments de chasseurs à cheval;
12 aux régiments de hussards;
4 aux régiments de chasseurs d'Afrique;
3 aux régiments de spahis;
38 aux régiments d'artillerie;
2 aux régiments de pontonniers;
1 au régiment à cheval de la garde républicaine;
1 à l'école d'application de cavalerie de Saumur;
1 au 19e escadron du train des équipages, pour l'ensemble des 20 escadrons;
145 aux régiments d'infanterie territoriale;
4 aux régiments d'infanterie de marine;
1 au régiment d'artillerie de marine.

Chacun de ces corps de troupe, sera représenté par une députation comprenant :

Le commandant du régiment;
Le capitaine;
Le porte-drapeau;
Un sous-officier;
Un caporal ou un brigadier;
Trois soldats.

Les officiers et hommes de troupe composés dans les députations seront en grande tenue; les officiers territoriaux n'auront toutefois que le képi et la tunique sans épaulettes; les hommes de troupe de l'armée territoriale seront en capote et képi. Les députations de troupes à cheval viendront à Paris et figureront à la cérémonie avec leurs chevaux, sauf celles d'Algérie, qui seront montées avec des chevaux arabes des régiments du gouvernement militaire de Paris. Les députations seront mises en route de manière à être à Paris le 12 au soir et elles n'en partiront que le 19. Les hommes de troupe de l'armée territoriale désignés pour faire partie des députations seront choisis sur leur demande et tenaillement les ailes-sions réglementaires pour faire leur voyage ainsi que pendant leur séjour à Paris.

Les députations, moins la porte-drapeau, dont nous avons déjà indiqué la place, formeront une seule colonne devant les pavillons réservés au gouvernement et au Parlement. Elles seront groupées par corps d'armée. Chaque commandant de corps d'armée à cheval ayant près de lui son aide de camp et quatre officiers élèves de l'école supérieure de guerre, en tête des députations des régiments du corps d'armée. Le gouverneur militaire de Paris aura derrière lui les députations des corps de troupe qui n'appartiennent à aucun corps d'armée.

Les officiers sans troupe, les officiers de réserve, les officiers de l'armée territoriale, les élèves de l'école de médecine et de pharmacie de l'armée, les élèves de l'école polytechnique, etc., prendront place à droite des pavillons.

Les élèves des lycées, collèges et autres écoles relevant du ministère de l'instruction publique seront groupés à gauche des tribunes.

Des places seront réservées dans doute à droite des tribunes pour les écoles de tir, de gymnastique et autres, qui en feraient la demande, et nous croyons bon de prévenir celles de ces sociétés qui solliciteront cette faveur de se hâter afin que l'état-major puisse leur donner satisfaction.

Les troupes du gouvernement militaire de Paris seront disposées en arrière des pavillons.

L'infanterie formera trois lignes parallèles.

La cavalerie sera sur une seule ligne tant en bataille qu'en colonne derrière la troisième ligne d'infanterie.

L'artillerie, fractionnée en deux masses, encadrera à droite et à gauche les lignes d'infanterie et de cavalerie.

La solennité commencera par la distribution des drapeaux.

Chaque députation s'approchera successivement du pavillon où se tiendra le président de la République, en même temps que le porte-drapeau. Le chef de l'Etat remettra au commandant du régiment le drapeau destiné à sa troupe. La députation se retirera ensuite. Les drapeaux des régiments qui seront présents à la revue seront immédiatement reconnus et défileront à leur place de bataille. Les autres députations iront reprendre l'emplacement qu'elles avaient précédemment occupé.

Le ministre de la guerre pensera alors la revue des députations, puis celle des lignes d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie et viendra ensuite s'établir avec son état-major devant les tribunes, face aux pavillons du gouvernement et du Parlement, de manière que les troupes défilent entre le président de la République et lui.

Les députations avec leurs drapeaux commenceront le défilé par corps d'armée, chaque commandant de corps d'armée à la tête des députations des troupes placées sous ses ordres.

Le défilé aura lieu devant le chef de l'Etat, qui recevra le salut des officiers de tous grades et des drapeaux.

Les députations iront ensuite se placer, massé à droite des tribunes, massé à gauche des pavillons, et le défilé continuera par les cavaliers, puis par l'artillerie, pour se terminer par la cavalerie.

Toutes les dispositions qui nous venons d'indiquer seront complétées par des instructions ultérieures.

Beaucoup de cosilliers pour peu d'arsenal à l'Etoile Rouge.

Si vous voulez un ameublement de chambre à coucher, élégant et fin, en bois de rose ou d'anjou, ou une table commune de cuisine; si vous voulez un pliosh, vous pouvez tout cela également à bon prix à l'Etoile Rouge.

Au coin des rues Bourgogne et Perdido

Elections législatives.
(Résultats complémentaires)
Finistère.

3e Circonscription de Brest.

Mgr Freppel, évêque d'Angers, monarchiste, élu..... 8,778 voix
M. Glaize, républicain..... 4,343 —
En remplacement de M. de Kerjégu, conservateur, décédé.

Haute-Vienne.

2e Circonscription de Limoges.

M. Pariaud, maire de Limoges, républicain, élu..... 9,346 voix
En remplacement de M. Hamel, républicain, décédé.
M. Arthur Ranc, sénateur.
Arrondissement de Rochechouart.
M. Le docteur Paulin, républicain..... 6,553 voix
En remplacement de M. Oudet, républicain, décédé.

Le comble de l'élégance : les couleurs de l'Etoile Rouge.

La distribution des Drapeaux.

—On va prochainement construire un nouveau théâtre d'opéra à New York.

Le capital nécessaire de 600,000 dollars est couvert par souscription.

Voilà n'a rien d'étonnant dans un pays où Gabeau a gagné, en quelques mois, 250,000 fr.—qu'il a rapportés, ce qui est bien plus fort.

Décédée, hier matin, à 4 heures et quart, Dame JOHN KILSHAW, née ANTONIA LAFITTE.

Elle était si connaissances, ainsi que ceux des familles Lafitte et Kilshaw, sont respectueusement priés d'assister aux funérailles qui auront lieu de sa résidence, No 243 rue Bourbon, entre Dumaine et Toulouse, aujourd'hui, à 10 heures.

Le convoi funèbre partira de la maison mortuaire à 10 heures.

CAMORS—Décédé mardi, 22 juin 1880, à l'âge de 36 ans et 10 mois, JOSEPH CAMORS, natif de la Nlle-Orléans.

Les journaux de Baton-Rouge sont priés de reproduire cet avis.

Décédé, hier, à cinq heures du matin, à l'âge de 9 ans et 6 mois, EDMOND JEAN BAPTISTE WIELING, fils de François Joseph Wieling et de Joséphine Jaillet. Les amis et connaissances des familles sont respectueusement priés d'assister aux funérailles qui auront lieu CE MATIN, à dix heures. Le convoi partira de la dernière résidence cette Dumaine et Prieur.

Décédée, hier à six heures du matin, à l'âge de sept mois, MARIE LOUISE GABRIELLE VERGEZ, fille de Justin Vergez et de Louise Cousrot. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement priés d'assister aux funérailles qui auront lieu cette après-midi, à deux heures. Le convoi partira de sa dernière résidence, No. 189, rue Royale, entre Dumaine et Ste Anne.

SERVICE FUNEBRE.

Une messe de Requiem sera célébrée VENDREDI, le 25 juin, à 8 1/2 heures à l'église Saint-Etienne, Napoléon Avenue, pour le repos de l'âme de frère FÉLICITÉ RAYMOND, épouse de FRANCAL RENAY. Les parents, amis et connaissances de la famille sont respectueusement priés d'y assister.

De la part de son époux et de ses enfants.

23juin—2f

AVIS.

JN BONNOT, gardien du Cimetière St Louis, rue Esplanade, prévient le public que les Marguilliers de l'Eglise St Louis ont fait construire des fosé a dans le susdit cimetière qu'ils voudraient aux personnes qui désirent y faire inhumer en cimetière ou à une profondeur de plus de cinq pieds, ce qui est contraire aux ordonnances de la Ville. Les personnes désirant des pompes funèbres, No 45 rue Ste Anne, entre Chartres et Royale. On y trouvera également tout ce qui concerne les enterrements, tels que : Corbeilles, Corbillards et Voitures de première classe, pour visites, entrées et montagne, le tout à des prix modérés.

20 juin—1mMaD

Mairie de la Nlle-Orléans.
Hotel de Ville, 24 juin 1880.

TOUTES les personnes intéressées à la Nouvelle dans ce port, à la vente ou à la transmission des différentes marchandises débarquées sur les wharfs en sur la levée, sont priées de vouloir bien, par l'intermédiaire du comité désigné par elles, confirmer avec le Conseil de Ville, en comité général, JEUDI, le 24 courant, à midi, au siége de la mairie, relativement à l'importance ordonnance des droits à réglementer la transmission des dites marchandises.

ALFRED H. ISAACSON,
24 juin—1f Maire par intérim.

Bureau de la compagnie des Waterworks de la Nouvelle-Orléans, coin des rues Camp et Perdido. Conformément à la section 6 de la charte, l'élection annuelle pour Directeur aura lieu aux bureaux de la compagnie, LUNDI 5 juillet 1880, de 11 heures du matin, à 2 heures de l'après-midi.

ALEX. BONNEVAL,
Secrétaire.
N. Orléans, 23 juin 1880. 24 juin—du 5 juil.

Office of Inspectors' Bonded Warehouses Co., Coin des rues Camp et Perdido, Nouvelle-Orléans, 22 juin 1880. Le Directeur de cette compagnie aux Entrepôts de douane, le LUNDI, 5 juillet 1880, de midi à une heure P. M.

HENRY TREMOULET,
23 juin—as 5 juil Président.

Bureau de la New Orleans City Hall Banking Company.—Nouvelle-Orléans, 23 juin 1880.—A la réunion régulière du Conseil de Direction tenue le 9 du courant, il a été décidé un dividende de deux pour cent, à prendre sur les gains de chemin payable aux actionnaires le 12 juillet prochain. Les transfert d'actions après dans les dix jours qui précéderont cette date ne leur en donnera pas de dividende.

Décédé, hier à six heures du matin, à l'âge de sept mois, MARIE LOUISE GABRIELLE VERGEZ, fille de Justin Vergez et de Louise Cousrot. Les amis et connaissances de la famille sont respectueusement priés d'assister aux funérailles qui auront lieu cette après-midi, à deux heures. Le convoi partira de sa dernière résidence, No. 189, rue Royale, entre Dumaine et Ste Anne.

J. M. DEMARET,
Secrétaire par intérim.
23 juin—15f

Société d'Assistance Mutuelle de St-Maurice—Caserne et Versailles.—L'Assemblée générale trimestrielle et obligatoire de cette Société aura lieu LUNDI, le 24 courant, à 8 heures et demie P. M., dans la salle ordinaire de la Société.

Par ordre du Président,

F. D. SEGHERS,
E. A. PETROUX, Secrétaire. 23juin—3f

MISSISSIPPI
MILITARY INSTITUTE,
PASS CHRISTIAN.

La session d'été commence le 1er juillet 1880. Pour renseignements s'adresser à

E. H. MURFEE, surintendant.
23 juin—7f—1f1

RAPPORT SUR LA SITUATION
—DE LA—
State National Bank,
A LA NOUVELLE-ORLEANS,
Etat de la Louisiane,
A LA CLOTURE DES AFFAIRES,
VENDREDI, 11 JUIN 1880.

ACTIF.

Prêts et escomptes	$1,069,370 50
Sarties	90 74
Bons des Etats-Unis pour garantir la circulation	50,000 00
Autres actions, bons et hypothèques	264,702 73
Actif associé, compte spécial	79,545 57
Dû par agents de réserve approuvés	111,488 60
Dû par d'autres banques particulières	7,333 86
Dû par banques d'Etat et banquiers	178,332 27
Propriété immobilière	70,000 00
Dépenses courantes et taxes payées	33,693 41
Remises pour Clearing-House	$91,602 06
Billets d'autres banques	13,961 00
Monnaie fractionnaire (y compris les nickels)	86 66
Espèces (y compris les certificats d'or	
Au trésor	104,828 00